

## APPENDIX 10

Interview with Saye Zerbo, former President of Upper Volta (1980-1982)

Interviewer: Nathaniel Cogley (Ph.D. Candidate, Department of Political Science, Yale University) [French transcription by Fabrice Lorne]

July 21st, 2010

Ouagadougou, Burkina Faso

NC : Monsieur le Président, vous êtes arrivé au pouvoir par un coup d'État militaire en 1980, chassant dans la foulée l'ancien Président Aboubacar Sangoulé Lamizana. Voulez-vous nous amener en arrière dans le temps, pour nous expliquer un petit peu ce qui vous avait motivé en temps que colonel des forces armées à exécuter ce coup d'État et prendre le contrôle de la Haute-Volta.

SZ: Je pense que le mieux, c'est de vous faire connaître la déclaration de prise de pouvoir du 25 novembre 1980. Le contenu vous dira exactement ce qui a. C'est presque le contenu de toutes les questions que vous allez poser. Je préfère que ça soit vous-même. Je vais vous le communiquer. Voilà. Ça, c'est la déclaration du 25 novembre '80. Les motivations du coup d'état, tout est là-dedans. Il faut que ça soit vous-même qui prenez connaissance de ça. Ça a été publié à la radio le même jour, le 25 novembre '80. Donc les motifs, les raisons pour lesquelles, tout est expliqué là-dedans. En résumé, tout est là-dedans. Et alors les détails, ça, si vous le permettez je vais faire, mais ce serait trop long. Il y a des raisons à tout, tout à un commencement. Tout a un commencement.

NC : Mais pour la télévision, on ne peut pas mettre...voilà.

SZ: C'est ça, c'est pour ça ! Mais quand même il bon que vous sachiez que il y a une cause en toute chose. Cette déclaration c'était pour faire savoir aux gens les raisons pour lesquelles il y a eu le coup d'État. Moi-même, par la grâce de Dieu, Sangoulé est devenu chef de Président. Oui. Va suivre les événements qui ont bouleversé notre pays. Il y a eu des grèves générales, les syndicats et tout. Vous avez entendu parler de loin. Le 3 janvier '66, quand le Président Maurice Yaméogo était au pouvoir. La population s'est soulevée. Pendant presque un mois, pas de travail. Trois mois, les enseignants pas d'école. Alors, les parents d'élèves. Les parents sont composés de militaires et de non militaires, des policiers, des gendarmes, des CRS et tout. Ce sont les parents d'élèves. Mais comme, quand il y a des situations comme ça, tout le monde est mobilisé. Mais les parents qui sont militaires ou policiers ou gendarmes, ils ne pouvaient pas aller manifester. Ils sont obligés de déléguer soit leur femme, soit leurs enfants, soit leurs parents pour les représenter à la manifestation. Oui. Alors, le côté blessant, c'est que le 3 janvier '66, l'après-midi, c'est moi qui ait fait venir le pour prendre le pouvoir. Il était capitaine. Capitaine et Commandant de la deuxième compagnie, le premier bataillon. Alors, devant cette situation, dans le cadre du maintien de l'ordre on était là. Dans l'après-midi, vers seize heures trente, Il y a le chef de camp du Président Maurice Yaméogo qui sort du palais présidentiel et qui vient s'installer devant moi. Il me dit : « Mon Capitaine, le Président a dit de tirer, sur les gens pour les dissuader. » Et j'ai répondu à l'officier : « Tu es officier, vas te mettre en tenue... » Il était en tenue civile. « Va te mettre en tenue et viens donner l'ordre de tirer ». Il est rentré au Palais et il n'est plus sorti. Alors après, la population

maintenant et en avait marre ce Kamago [sic ?] au pouvoir, il est arrivé au pouvoir pendant combien de temps. Finalement, la population a changé de langage, donne un autre nom d'officier. Là je dis non, ce n'est pas possible. Il y a quand même un chef d'état-major. Autour de nous, il n'était pas là, donc j'ai pris mon véhicule militaire, je me suis rendu au camp et c'est là où j'ai su qu'il se cachait dans le bureau. Alors j'ai dit à un Commandant qui était là : « Allez lui dire toute de suite qu'il aille prendre le pouvoir, autrement si un autre prend le pouvoir à sa place, qu'est-ce que lui il va devenir ? » Il dit : « ah ouais c'est ça » Vous n'entendez les gens, les gens disent. C'est un autre nom, ce n'est plus le chef d'état-major au pouvoir. C'est autre nom qu'on donne. Alors, où il est ? Il donc il est caché dans un bureau. « Allez-y le voir, qu'il sorte prendre le pouvoir ». Et moi j'ai pris ma Jeep, j'ai rejoint ma place en face du palais, le 3 janvier '66 à seize heures trente. Voilà comment, Lamizana, Lieutenant Colonel a pris le pouvoir. Donc, et non ce n'est pas fini ! Alors, ce qui se passe. Moi j'étais Capitaine. J'avais des missions, des plus longues missions, tout ça j'ai fait. Arrive maintenant novembre '80, ce qui se passe, grève générale les enseignants, pas d'école. Or, les parents d'élèves ont payé trois mois de scolarité. Bon. Donc le gouvernement a créé un comité de crise qui se tenait au domicile du ministre de la Défense nationale. Au quartier Koulouba. Alors on se réunissait là-bas pour gérer la crise. Alors finalement, ils ont décidé pour mettre fin à cette situation de sévir sur la population. Sévir c'est veut dire quoi ? Ça veut dire les frapper, les tuer. Oui. Bon, comme je disais toute à l'heure, ces manifestants, syndicalistes ou pas syndicalistes, parents d'élèves, ceux qui composaient n'est-ce pas les gens. Surtout les civiles là, par les gens qui ne sont même pas des syndicalistes. Ils veulent simplement leur bien. Notez les pauvres là. Ils réclament n'est-ce pas de rembourser les frais de scolarité des enfants parce que trois mois sans classe. Alors le gouvernement, pour résumer la situation, il dit qu'on ne peut pas, qu'on n'a pas d'argent pour rembourser. Alors dans ce cas, les manifestants ont dit : « Bon ben si c'est ça, au moins, pour nous soulager moralement, alors remplacez le ministre de l'Éducation nationale. » Au moins ça c'est possible. On n'a pas besoin de monter au ciel pour connaître cela. Alors c'est chose facile, mais pas facile pour le pouvoir. Alors on demande maintenant au ministre en question « alors voilà la situation, les manifestants ne veulent pas désarmer tant que vous êtes au poste. Ils demandent que vous cédiez votre place. » Alors il dit : « Il n'est pas question ». Autrement dit lui, il ne quitte pas son poste. Et normalement, qui doit résoudre la question ? C'est le Président de la République. C'est lui qui nomme les ministres. Il suffit de prendre une décision, de créer pour le remplacer. Il ne l'a pas fait. Le vrai souci c'est qu'il ne veut pas quitter son poste. Donc la décision a été prise pour sévir sur les populations. Mais là, je vais vous dire que c'est très important parce qu'à ce moment-là, j'étais Colonel Commandant de régiment. Et en même temps commandant d'arme de la Place de Ouagadougou. Mon rôle c'est la sécurité militaire de la ville de Ouagadougou. Vous voyez comment je vais arranger les choses. Le 3 janvier je m'amène, maintenant je vais une. C'est gênant. Bon j'ai intervenu auprès de l'état-major général et on n'a pas trouvé une solution au problème. Et il s'est décliné, il n'a pas voulu agir. Bon. Moi je n'ai pas fait grand-chose, j'attends. Alors ils ont décidé maintenant pour la force. Alors, le 23 novembre '80 à midi moins cinq, le Président Lamizana me téléphone et il me dit : « j'ai essayé, je vais t'envoyer un projet de décret relevant le ministre de l'Éducation nationale. Le 23 novembre à midi moins cinq. Je dis : « Ah ! Monsieur le Président merci beaucoup, c'est la décision qu'il faut. Demain, je vais

remplacer ce projet par un décret normal. » Pour moi c'est assez. Je l'ai remercié. Et comme tous les militaires étaient consignés pendant plus d'un mois au nouveau camp. On vivait là-bas, on mangeait là-bas, on faisait tout là-bas. Donc je suis parti tout de suite rendre compte de ce que le Président m'a dit : « Que demain il va m'envoyer un décret normal signé, mais en attendant il va m'envoyer un projet pour vous montrer. J'attends le projet. Dès que le projet est là, je vais venir vous le présenter en attendant demain. » Donc, moi je reviens au bureau, après je vais à la maison pour attendre le projet de décret. Le 23 novembre, je reçois rien. Le 24 novembre, toute la journée, pas de projet de décret. Toute la nuit du 23 au 24, rien, pas de projet de décret. Alors, minuit moins cinq, le 25 novembre moins cinq minutes, j'ai dit... j'ai deux épouses, vous pouvez leur demander, j'ai dit : « Ah, je vais aller voir mes hommes au camp. Ils sont tous là-bas rassemblés, ils attendent le projet de décret ça ne viens pas. Je ne sais pas dans quel état d'esprit ils sont, je vais aller les voir. » Minuit moins cinq, le 25 novembre moins cinq minutes. J'ai pris ma Jeep. Je suis passé devant même le domicile du Président, dans la nuit là. Je suis parti au camp. J'arrive au camp. Le premier officier qui me parle ensuite... un officier qui me rencontre, je le salue. Il me dit : « Ah, mon Colonel, nous avons une information venant du comité de crise. Vous étiez au domicile de la Défense. Selon les renseignements, on devait vous amener mort ou vivant au domicile du ministre de la Défense à Koulouba. Je dis : « Quoi ! » Il dit : « Ouais ! » Dès que nous avons appris cela, nous avons pris des dispositions pour le coup d'État. Et voilà deux véhicules garés, avec des militaires à bord, c'était pour aller vous garder à la maison, car ils sont capables d'aller vous prendre. J'étais surpris, perplexe. Je dis : « Bon ». Il dit : « Mon Colonel, ne partez pas, restez ici ! » J'ai obéi et je suis resté là. Au camp, je les ai même aidés à finaliser le coup d'État, malgré moi. Et donc à sept et quelques, le ministre de l'Intérieur et les gendarmes. Il était ministre de l'Intérieur, il passé à la radio pour annoncé que l'armée a pris le pouvoir, et c'est arrivé militairement. Moi même je suis intervenu à la télévision pour dire que le comité militaire de redressement pour le progrès national a pris le pouvoir. Après ça je suis rentrée à la maison. Je rentre à la maison. Je trouve mes deux épouses complètement abattues, car pour elles, on m'a tué. Depuis hier soir, depuis que j'ai quitté à minuit, je suis plus revenu. Or, quand j'ai quitté, à moins cinq, il y un Colonel avec des hommes qui sont venus me prendre à la maison. Moi comment j'ai réagi. Cinq minutes, si j'étais resté plus, ils allaient me trouver là la maison, me prendre à la maison. Vous voyez la grâce de Dieu. C'est grâce à Dieu. C'est lui qui m'a sauvé. Honnêtement lui avait le pouvoir, pour moi ce n'est quelque chose de voulu. Le 3 janvier '66, comme je le disais tout à l'heure. J'étais Capitaine, je pouvais prendre le pouvoir. Le pouvoir était par terre, il suffisait de me baisser pour le prendre. Mais il a été le chercher, il voulait prendre le pouvoir. Et après maintenant, quelques années après, et c'est moi-même qui me va. Donc il a dit au comité de crise, que s vous ne mettez le Colonel Zerbo en lieu sûr, vous ne pourrez agir sur les populations parce qu'il va refuser parce qu'il est commandant d'armes. Et un exemple, les fonctions de Commandant d'arme de Ouagadougou, bon là où il y a la BCEAO actuelle, vous connaissez, c'était un terrain militaire, c'était les militaires français qui habitaient là-bas. Donc, c'est dans le domaine de l'armée. La BCEAO de Dakar a demandé de trouver un terrain pour construire la BCEAO. Le gouvernement a envoyé, n'est-ce pas le papier au ministre de la Défense. Le ministre de la Défense a envoyé la demande à l'état major. L'état major a envoyé la demande à moi, au Colonel Zerbo Commandant de Ouagadougou pour décision, pour que je décide. J'ai

donné le terrain. J'ai décidé, j'ai dit oui, j'ai donné le terrain. Et c'est là où il y a la BCEAO actuelle. Vous voyez le rôle de Commandant d'armes de Ouagadougou. Donc dans ce cadre-là maintenant, voilà ce qui avait. J'étais obligé maintenant, le coup d'État étant fait. Et c'est vous dire n'est-ce pas que, je n'étais rien là-dedans. Absolument rien. C'est Dieu qui voulu que je fasse les deux. Bon d'abord, qui moi, qui donne le pouvoir, je vais prendre le pouvoir. C'est moi qui ai tout fait, quand ça n'allait pas, j'ai donné des conseils et tout ça, au Président, aux états-majors, ils sont là, ils sont vivants. Impossible, c'était inévitable. C'était devenu une situation à laquelle je ne pouvais rien. Ah les militaires, après j'ai eu une réunion pour le pouvoir. Ils m'ont désigné. Il y a des plus anciens que moi. Ils se sont réunis. Non c'est vous Colonel Zerbo qui allé remplacer Lamizana. Voilà. Voilà comment je suis venu au pouvoir. Donc en quelque sorte, c'est malgré moi.

NC : Tous les leaders militaires auteur d'un coup d'État doivent, par la suite, prendre une décision importante à savoir s'il faut rester au pouvoir en tant que Chef d'État ou s'il faut rendre le pouvoir à une administration civile. Évidemment, vous avez décidé qu'il était que mieux que restez comme Chef d'état. Pouvez-vous nous ramener dans ce processus de pensée au moment où vous prenez cette décision importante ? Y a-t-il un moyen de dire que ce qui vous a poussé à prendre cette décision est unique et songeant par rapport aux autres leaders du Continent africain ?

SZ: Oui. Comme je le disais tout à l'heure, comment je suis arrivé au pouvoir. Je n'avais pas l'intention de prendre le pouvoir. Encore moins de dire que je vais rester au pouvoir quinze ans. Ce n'était pas dans le calcul. Je n'ai jamais pensé à cela. Je n'ai jamais rêvé à cela. Donc pour dire quels délais au pouvoir, non. Pour moi, ce qu'il fallait, c'est de parer au plus pressé et au plus urgent. Et après ça, on verra. Parce qu'il fallait d'abord arranger la situation. Pour calmer les gens et voir maintenant ce qu'il faut faire. C'est cette démarche-là, que je me suis attribuée pendant deux ans. Donc j'ai essayé d'arranger les choses. Les choses sont rentrées dans l'ordre. Bon. Il y a eu des mouvements. Il y a eu augmentation des salaires de gens. Donc c'était vraiment des joies. Donc les choses se sont calmées. Dieu merci. Bon, il y a eu certaines situations économiques et tout ça là que j'ai évoqué et qu'on ne peut pas tout dire ici. Le plus urgent, nous avons commencé le plus urgent. Faire en sorte que les populations et tout ça puissent vivre à l'aise. Au moins. Vivre à l'aise pour pouvoir éduquer les enfants. C'est difficile. Donc on préparer à cela. La circulation à Ouagadougou, maintenant vous voyez ici il y a des feux. Feu vert, feu rouge. Quand je suis arrivé, il n'y avait pas les feux rouges. Ça ne va pas. Dans tous les carrefours, il y avait toujours des cadavres par terre. Des gens qui se croisent et tombent des morts. J'ai fait installer des feux rouges dans tout les carrefours. Les transports en commun, c'était lamentable. J'ai envoyé au ministre des Finances un militaire, allé négocier avec l'autorité Indienne pour avoir les bus, voilà. Et ça aussi c'est les premiers bus à Ouagadougou. C'est un peu pour au moins soulager les fonctionnaires qui n'ont pas assez de moyens pour acheter des véhicules tout ça, au moins les bus là, à la descente, ils peuvent vous amener dans le bus et puis descendre au domicile. Donc je n'avais l'intention, un calcul pour rester au pouvoir. Parez au plus pressé et au plus urgent et c'est tout. Mais entre temps bons, avant deux ans bons. Il y a eu des officiers qui se disaient révolutionnaires, qui sont organisés parce que je suis obligé de le dire. Parce que

bon, étant donné que le Général Lamizana, paix à son âme, il est Samouro comme moi. Moi je l'ai remplacé. Donc dès le 25 novembre, il y a un syndicaliste, qui est décédé, il a dit : « il y encore un Samouro au pouvoir. Il y pas d'officiel officier capable. Il faut encore un Samouro. » Il a lancé ça comme ça. Bon. Mais ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. Tous les officiers, qui se disent révolutionnaires là ; ils ont commencé à se mobiliser. « Il faut enlever le Samouro, là ! » J'étais là aux renseignements sur les activités et tout. Il a même nommé un qui communiquait l'information. Alors, plusieurs fois quand il y a des situations comme ça, ils se réunissent et ils me disent : « Ah ! Vos collègues, il faut faire s'il faut faire ça ! Y'a ça , y'a ça qui ne va pas, y'a un tel qui a fait ça ! » Mais le chef, il est très patient. Voilà. Jusqu'à ce que j'aie les preuves maintenant qu'ils veulent vraiment agir. Ils veulent prendre le pouvoir. Alors, un jour je reçois dans mon bureau un capitaine et deux officiers de l'État. Ces messieurs me disent : « Nous venons vous voir, car nous ne voulons plus assister aux réunions d'officiers. Je dis : « Pourquoi, quelles sont les raisons ? » J'ai compris. Ils sont dans le clan de ceux qui sont organisés pour me faire partir du pouvoir. Or, il se trouvait que le premier conseil des ministres. L'officier qui est désigné pour parler au nom de l'ancien Président. Il est venu au conseil des ministres. Il était affecté à Bobo. Il se lève en plain conseil des ministres, il claque la porte. Conseil des ministres et conseil des civiles. Le Premier conseil, un d'eux, il se lève et claque la porte. Tout le monde était étonné. « Et c'est pas possible. » Je n'ai rien dit. Deuxième conseil des ministres : pareil. Il s'assoit, il se lève, il claque la porte, il sort. Alors là, j'ai demandé une enquête de la Gendarmerie et de la Police. Alors c'est là où il y a eu la confirmation, d'après le rapport de police de gendarmerie que se sont des jeunes officiers qui sont réunis pour voir comment m'enlevé du pouvoir. D'accord, j'ai compris. Alors l'officier en question. Il est arrêté à Ledou.

Voilà ma punition, quinze jours d'arrêt. Mais je ne l'ai pas cassée. Je l'ai laissé. Donc ils continuaient toujours à se réunir secrètement. Alors j'ai connu, les gendarmes sont venus me dire le jour où ils ont décidé de me faire partir du pouvoir. Alors comme ils n'ont pas les moyens matériels, techniquement aussi, avec moi comme ils ne me connaissent pas. Beaucoup ne me connaissent pas. Ils ne savent qui est le Colonel Zerbo c'est d'abord, en tant que sous officier j'ai été nommé sergent en Indochine, dans les rizières d'Indochine. Deux ans de guerre révolutionnaire. En tant que sergent, si quelqu'un connaît la révolution, ils ne la connaissent pas. C'est moi qui ai vécu la réalité en Indochine pendant deux ans. Ils ne savaient pas. Donc, l'école militaire ne pouvait rien. Maintenant ils ont engagé des militaires. Ils ont écrit à l'Empereur de Mossi. Le père celui-là là, de l'actuel. Ils ont écrit pour lui dire qu'ils veulent enlever ce Samoro là. Il ne va pas les aider. Il ne va pas les aider. Si je quitte le pouvoir, le Moro, l'Empereur de Mossi, il va à la monarchie constitutionnelle. C'est-à-dire que le Moro c'est en même temps Président de la République et Empereur de Mossi, les deux fonctions, il a accepté. Alors on a rapporté la nouvelle, le Morro accepter d'aider les jeunes révolutionnaires pour me faire quitter le pouvoir. C'était avant je dis : « nous sommes dans une situation très grave. » Les jeunes révolutionnaires, ils ont pris contact avec le Morro pour les aider. Et celui-ci, il a accepté de les appuyer. Maintenant, nous si nous réagissons, c'est clair c'est la guerre civile. Et cette guerre civile, elle ne prendra fin qu'avec la partition du pays. Motif : racisme. C'est clair. Moi je dis c'est que je vais faire c'est allé m'implanter dans une autre région de Haute-Volta et faire cette guerre civile. Le pays sera cassé en deux. Or en dehors du plateau moi aussi, ceux des autres ethnies là, ils sont venus avec moi, il y aura

simplement le Mossi de Ouagadougou. Ouais. Je dis voilà pour la situation. Il y a un ministre pour cette raison nous ne pouvons ne pas répondre. Parce que, une fois le pays cassé, qu'est-ce que nous avons à dire. Je dis : « Non, ils sont devenus ambitieux, ils sont assoiffé de pouvoir. C'est parce qu'y ça non c'est faux. C'est le pouvoir qu'ils veulent. Autrement ils vont casser le pays, voilà. » C'est à cause du pouvoir. Donc pour c'est deux raisons, qu'on ne nous accuse pas demain, notre rôle de militaire, c'est de nous sacrifier pour le pays. C'est l'occasion de les laisser faire. S'ils veulent nous tuer tous, ils n'ont pas nous tués tous. Mais qu'on ne réagisse pas. C'est le sacrifice pour l'unité nationale, pour conserver le pays. Dieu merci, tout ce que je dis, ça a accepté. Donc le 6 novembre, j'ai commencé le mouvement pour prendre le collègue gendarme dont je parlais là. Le ministre de l'Intérieur, ils l'ont tué. Moi, ils m'ont enfermé, comme ça et ils sont maître de la situation maintenant. Mais Dieu merci, il n'y a pas eu un coup de feu de mes hommes. Il faut vous renseigner. Le 8 novembre on a pas tiré un coup de feu. Vous pouvez vérifier par tous les moyens. Il n'y a pas un officier qui n'a pas de fusil chez lui. Soit un fusil de chasse ou bien un pistolet chez lui. Mais c'est Dieu merci, personne n'a tiré. Au contraire, les révolutionnaires même ont tués la nièce d'un de mes hommes. La nuit en tirant dans son domicile, au camp. Donc c'est dans cette situation là que moi enfermé et puis quelque temps après, conduit au jugement. Ils veulent me juger, me juger bon. Le jugement s'est fait alors sur la base de quoi vous mesurer. Alors, ils ont pris un officier pour témoigner. Un faux témoin. Pour dire qu'il a vu un de mes ministres en France en train de négocier de l'argent qui dépasse les capacités de remboursement de Haute-Volta. Qu'il a vu. Donc, comme c'est de la fabrication, je dis voilà. J'étais enfermé ici là. Comment on appelle ? Au camp ici. En plus de ça, il faut dire qu'il y a pas mal de choses, de l'argent, qui ont été détournées. Il faut trouver le coupable. Donc, le juge, il dit : « Bon ». L'officier il est debout. Le jour du jugement arrive. Tout le monde était là à la Maison du Peuple. Vous ne connaissez pas la Maison du Peuple. Eux, ils connaissent. La Maison du Peuple était bourrée, tout le monde veut entendre le premier témoin maintenant, contre Zerbo. Le juge à la grande surprise des gens. Le juge dit : « Qu'il regrette que le témoin numéro 1, se soit donné la mort hier soir. » Donc il a menti. Un officier avec ses galons, il ne peut pas venir devant le peuple pour dire qu'il a menti. Il préféré se suicider. Et le juge a dit que c'est terminé. Le jugement est fini. Mais quand même, pendant quinze années durant, ils m'ont enfermé à la prison civile. On me ramène au conseil de la junte, où je logeais. Comme personnalité, enfermé quoi. Le lendemain matin, ils viennent me chercher pour m'amener à la prison civile. Alors que Dieu merci, avant ce jour-là, Dieu m'a donné la révélation, un soir dans la dans vie. J'étais couché, je dormais. Le Seigneur me dit : « On t'enverra dans un endroit mauvais, mais tu ne passeras pas la nuit. » Le Seigneur m'a dit ça. J'ai eu peur. Je me suis réveillé. J'ai dit : « Hey Seigneur ! Il y a un endroit plus mauvais que ça ! Là où je suis couché. Un homme avec un fusil à droite, un à gauche avec un fusil, devant avec un fusil. Devant les toilettes, ils sont là avec les fusils. Ça ce n'est pas mauvais ! Il y a encore un endroit plus mauvais que ça ? Que ta volonté se fasse ! » Je dis au Seigneur : « Que ta volonté se fasse ! » Quand je lui ai dit s'il y a un endroit plus mauvais que ça ! Et là, le lendemain matin, je vois un gendarme qui vient me prendre. Il m'amène à la prison civile. La grande prison civile. Je vois les régisseurs, ils me donnent le numéro. C'était à l'étage de la prison. Alors, les vieux prisonniers qui étaient là-bas qui me connaissaient. Ils étaient contents. Ahhh ouais, bienvenu ! Ils étaient empressés de prendre mes bagages et de monter. Mais

moi, je n'étais pas heureux ce jour-là. Bon je monte. Mais la chambre, même si vous levez la main comme ça, tellement qu'il fait obscur là-dedans. On ne voyait même pas votre main. Or, je ne peux pas me passer avec mon compagnon de la parole de Dieu. J'ai tout ça avec moi. C'est mon compagnon. Il n'y a pas doute. Je veux lire ma bible. Donc je suis descendu et je suis allé voir le régisseur et j'ai demandé d'éclairer ma chambre parce que vraiment c'est impossible. Ah, le régisseur me dit : « Ah ! Monsieur le Président... » Je dis : « je préfère qu'on m'appelle Colonel. » Il dit : ah ! Mon Colonel, on n'a pas le crédit pour ça ! » Même pas le crédit pour payer des ampoules aux prisonniers. « Il n'y a pas le crédit, et si vous pouvez vous débrouillez pour allumer la chambre là-bas, vous-même. Il n'y a pas le crédit. » Je l'ai quitté. Alors, il y a un arbre au milieu de la cour de la prison à ce moment-là. Donc, je l'ai quitté. Je suis parti m'arrêter sous l'arbre en attendant de voir quelqu'un qui connaisse chez moi, pour dire à ma famille de m'apporter du fil électrique et puis des ampoules pour éclairer ma chambre. Comme ils m'ont vu faire les choses. J'ai été arrêté et même pas cinq minutes, il y a mon cousin qui me cherchait dès qu'il a appris qu'on m'a enfermé. Il est parti au conseil de l'entente, on dit donc comment c'est en prison. Voilà pourquoi il est venu. Il m'a trouvé sous l'arbre. Je dis : « Ah, ça tombe bien ! J'attends quelqu'un pour envoyer à la maison pour me trouver du fil électrique et des ampoules. Ça tombe bien que tu es là. Tu vas aller à la maison me chercher ça ! » Honnêtement, on était en train de parler, lorsque le gendarme qui m'a amené, il rentre en vitesse et il va garer devant le bureau du régisseur. Le régisseur m'appelle. Il dit : « Ah mon Colonel ! Il y a contrôle vous devez repartir au conseil. » Mais l'endroit mauvais que le Seigneur m'a indiqué, je l'ai vu. Mais je n'ai même pas passé la demi-journée dans l'endroit mauvais que le Seigneur m'avait dit. Vous voyez comment Dieu fait les choses. Je suis retourné au conseil. Au conseil d'entente. Même place. Jusqu'à ce qu'il y a eu le deuxième conflit avec le Mali là. Là aussi le Seigneur est intervenu. Un matin je peux rester toute la journée sans manger parce que ma nourriture passait à la gendarmerie et les soldats allaient prendre ma nourriture à la gendarmerie pour m'amener à manger. Mais avec le conflit, la nuit, tout le monde il est parti. Voilà, il y a un soldat qui nous a aidés. Il y a trois vieux Colonels qui ne mangent pas. Ils ont dit ça au Président du Sénégal. Le Président du Sénégal, il venait voir la situation du Colonel parce qu'il y a une personne pour lui amener à manger. On prend la nourriture à la gendarmerie pour l'amener. Il y a une personne. C'est où il a pris cette décision maintenant de faire venir mon épouse de Tougan, ma ville natale, à la gendarmerie pour dire : « Ah, voilà votre mari. Emmenez-le, je veux plus l'entendre parler votre mari ! Emmenez-le ! » Et voilà comment je suis sorti du Conseil de l'entente. Je suis resté et puis voilà. Après maintenant, bon. J'ai demandé après, n'est-ce pas, de réviser mon procès, ma condamnation. J'ai fait la demande après. Le tribunal a reconnu que le Colonel Zerbo ne doit rien à l'État. Il faut lui rembourser tous ses biens. Voilà. On m'a remboursé. C'est avec ça que j'ai construit ça. Grâce à Dieu. Alors voilà, une situation qui provoque. Et que je n'avais rien préparé pour le coup d'État. Je n'avais aucune intention de remplacer celui que j'ai amené au pouvoir, c'est idiot. Mais c'est la volonté de Dieu. Personne ne peut échapper à la volonté de Dieu. Voilà.

NC : Monsieur le Président, pouvez-vous nous parler des quelques aspects spécifiques qui, personnellement, qui vous aviez plu dans votre fonction de Président de la République et des aspects spécifiques que vous ne trouviez pas du tout amusant ?

SZ: Oui en principe, c'est une question, en tant qu'apprenti et sociologue et mon désir n'est pas le plus urgent et le plus argent, c'est de prendre contact avec la population. Et c'est que j'ai fait pendant le séjour que j'ai passé comme Chef de L'État. Je me suis déplacé à l'intérieur du pays pour prendre contact avec la réalité. Je connaissais la population des campagnes et des villes, pour voir exactement la situation. Alors là, il y a tellement de surprises qu'on ne peut pas raconter. C'est tellement grave qu'on ne peut pas raconter. Cela m'a permis de connaître les problèmes administratifs et humains, énormes pour notre pays. Ça m'a servi, n'est-ce pas, de guide parce que j'ai vu et j'ai entendu. On ne m'a pas dit. J'ai vu et j'ai entendu. Ce n'est pas pareil. Pour un chef, il faut ça ! Pour un chef, il faut voir les choses telles qu'elles sont et puis parer au plus pressé, si c'est possible. Alors, c'était ma mission, mais je n'avais pas l'intention de faire un calcul pour entrain donner pour rester au pouvoir pour faire ça. Non, ce n'était pas mon intention. J'étais un apprenti, sociologue. J'ai mis ça en application. Voilà. Et cela m'a beaucoup servi parce que la population en avait besoin. Je vois les grands responsables du pays, venu travailler. Il y en a qui disaient même qu'ils n'ont jamais vu un Président, à fortiori, lui serrer la main. Moi, c'était la chose la plus élémentaire. Parce que quand je dis que Dieu a bien dit dans sa parole que si vous êtes le premier, soyez le serviteur. Si vous êtes le numéro 1, soyez l'esclave des gens. C'est ça. Un grand responsable, c'est ça ! C'est pour les autres, ce n'est pas pour lui même. Or, comme il y a des chefs d'État, comme il y a des responsables politiques fort comme ça ! Il y en a très peu ! En tout cas, les choses ne pouvaient pas aller, même si le pays n'a pas les moyens, le peu qu'il y a, qu'il faut distribuer cela honnêtement. C'est ça. Si vous distribuez cela honnêtement, Dieu fera le reste. Autrement, vous pouvez passer tout le temps, même si vous rester trente ans, quarante ans au pouvoir les choses ne vont pas. Au contraire, les choses vont s'empirer parce que les moyens vont diminuer. La capacité va diminuer. Oui. Donc pour répondre à cette question, pour dire que vraiment, ça m'a beaucoup aidé parce que cela m'a permis de toucher les réalités du pays pendant le peu de temps que je suis passé. Si vous avez une autre question là-dessus.

NC : Monsieur le Président, certains Présidents africains viennent de la population civile et d'autres sont issus de l'armée. D'après votre opinion, y a-t-il une différence fondamentale dans la manière dont ces deux types de leader voient le pouvoir politique. Et quelles sont les avantages concrets d'une expérience militaire quand on il s'agit de servir effectivement comme Chef d'État ?

SZ: Ça c'est, c'est évident ! Entre un responsable militaire et un responsable civil. D'abord il y a une différence de formation et il y a une différence de responsabilité par rapport à un officier concernant les deux. Par rapport à un officiel, qui est là pour tout le monde. Il n'a pas les mêmes intentions qu'un civil. Ouais. C'est différent. Comme je vous le disais tout à l'heure, l'officier il est là pour vous servir. Donner sa vie pour le pays. Il ne va pas vous laisser vivre bon ! C'est aléatoire. S'il est compréhensif, il peut se sacrifier, mais il y en a très peu. Donc, à partir du moment si vous voulez un parallèle entre un civil et militaire, c'est un peu difficile. C'est un peu difficile. Il faudra sûrement là qu'il fasse un peu de temps pour que ces gens-là, ils se connaissent. S'ils se connaissent, à ce moment-là, ils peuvent coopérer. Mais si vous les rassemblez comme

ça, vous leur dites de faire ça, sans qu'ils se connaissent c'est déjà un échec. C'est pour ça que pour répondre à cette question, c'est difficile parce que ces deux catégories de personne qui ne se connaissent pas qui n'ont pas les mêmes définitions du devoir. Donc c'est difficile de entre ces deux hommes s'ils se connaissent bien. S'ils connaissent les idées des uns des autres pour pouvoir coopérer. Autrement s'ils restent à distance comme ça, c'est difficile. Ils n'ont pas les mêmes idées, ils n'ont pas les mêmes intentions. C'est aléatoire. Donc le travail ne peut pas être un problème. Il faut qu'eux se comprennent d'abord. Alors le plus souvent, c'est difficile parce que les militaires et les civiles... tu vois les civiles, ils disent : « Oh, les militaires, c'est hein, oh... Comment ça, il ne connaît pas ceci, il ne connaît pas cela. » Or des fois, les militaires, ils connaissent des choses que les civiles ne connaissent pas. Nous sommes tous des citoyens appartenant à une famille. La famille, ils se connaissent. Donc en matière politique maintenant c'est autre chose. Un les politiques, la science politique vous a appris cela, d'accord. Comme il y a des civiles, quand on fait la politique aussi. C'est quoi le politique. Y en a très peu ! Y en a très peu ! Ils sont arrivés comme ça au pouvoir, mais sans un fond vraiment solide sur le plan politique. C'est pour ça l'amalgame des deux là, c'est difficile de toute manière. Quelque soit la question la pose.

NC : Monsieur le Président, la plupart des gens n'obtiendront jamais ce niveau d'estime qu'on réserve à un Chef d'État. Qu'est-ce que cela fait, personnellement, d'être parmi les rares individus à recevoir un tel respect. Et en général, pensez-vous que maintenir ce niveau d'estime est un facteur de motivation pour les leaders africains.

SZ: Enfin... Comme je le disais tout à l'heure, c'est une question de formation aussi. C'est une question de formation. Parce que, quand vous avez des fonctions politiques, bon. Si vous n'avez au préalable, fait des études politiques et que vous venez comme ça pour être d'ambler dans des fonctions politiques. Il faut prendre le temps nécessaire pour se renseigner pour pouvoir poser des questions aux uns et aux autres pour ce qu'il faut faire. Or le plus souvent, ce n'est pas ça. On vient tout de suite. On s'embarque là-dedans. On prend des décisions qui ne conviennent pas et finalement, c'est l'échec. Alors, c'est pour cette raison qu'il est préférable à mon avis que toute personne qui vienne n'est-ce pas au pouvoir, qui n'a pas fait des études, même ceux qui ont déjà des études politiques, ils sont obligés de compter avec la réalité. Si tu ne comptes pas avec la réalité, c'est zéro. Quelles que soient leurs connaissances, il faut qu'ils voient d'abord la réalité pour pouvoir faire. Même le médecin, qu'est ce qu'il fait ? Il cherche à connaître la maladie d'abord, avant de donner le médicament. Donc, il faut qu'un homme politique connaisse d'abord le milieu, les besoins avant qu'il puisse intervenir. Mais s'il est intervenu comme ça brutalement, ça va toujours à l'échec. Oui. C'est le raisonnement que je peux dire sur cette question. Je n'ai pas bien répondu, mais c'est ma réponse.

NC : Monsieur le Président en tant que leader, quelle importance donnez-vous à votre réputation nationale ? Est-ce qu'il vous arrive a considérer au moment de prendre des décisions importantes ?

SZ: Non, je n'aie jamais pensé à cela. Concernant la réputation, ce n'est pas mon problème. Ce n'est pas mon problème, tout simplement parce que Dieu a dit : « Aimez-

vous les uns et les autres ! » Je suis incapable de dire si je fais vraiment le bien, comme Dieu l'a demandé. C'est ça mon souci. Je fais de mieux pour ça. Mais en tant qu'être humain, il m'est incapable. Je suis incapable de faire le bien comme je le veux. Je suis incapable de le faire. Que Dieu me pardonne. Je le veux bien, mais je fais de mon mieux. Si quelqu'un m'aborde sur une question, même une question d'argent tout ça, je le fais. Je n'ai pas. Je dis bon, prochainement. La personne va partir mécontente, mais dans mon for intérieur, je sais ce que je voulais faire, mais je ne peux pas. Maintenant, c'est pour vous dire que l'essentiel, c'est de tenir don prochain, de le prendre comme soi-même. Ce que vous voulez pour vous-même, il faut que vous fassiez pareil pour votre prochain parce qu'il y a des interrogations. Moi, j'ai vu des exemples où un père de famille, il a intentionnellement, il a fait un bon geste. Il s'est rendu compte depuis dix après, il y a eu un enfant qui a fait ses études et tout ça. Qui est devenu une grande personne, et son Papa, lui a raconté que tel jour, sa Maman n'avait rien pour manger. Bon. Elle est partie voir un tel et il a donné, n'est-ce pas, un sac de mil. Ils ont mangé ça pendant près de deux mois. Alors ce Monsieur, là. Quand il a entendu, il est venu, il est parti chercher le Monsieur pour le connaître. Dès qu'il l'a vu, il l'a remercié. Et il dit : « Qu'est-ce qui a ? » Il a rappelé au Monsieur ce que lui il a fait depuis 20 ans. « C'est pour ça ». « Oui je me rappelle, il a dit, ça ! » Vous voyez. C'est pour dire n'est-ce pas qu'un bien fait n'est jamais perdu. Même les remerciements là, c'est bon. Le fait n'est-ce pas de reconnaître le bien fait passé, c'est une bonne chose. Donc entre nous, si on peut faire ça. Le monde va se porter très bien. Mais malheureusement, est-ce que c'est le cas, maintenant ? Maintenant, c'est l'égoïsme, au contraire. C'est l'égoïsme. Tout le monde garde pour lui et tout ça. Même si le voisin il crève de faim, des fois on s'en fout. On regarde ça comme ça ! Voilà, ce n'est pas ça ! Il faut être solidaire dans la vie. Vous avez quelque chose à donner à un voisin il ne faut pas hésiter, vous le faites. C'est le seigneur qui va vous rembourser. Mais voir ça et se boucher les oreilles et les yeux, ce n'est pas bon. Or le monde tant à cela, soi-disant que il n'y a pas les moyens. Tout ça, c'est faux. Des fois, c'est de l'égoïsme pur. Ce que Dieu ne veut pas. Il faut s'entre aider. Ah ouais ; le plus souvent, c'est la catastrophe.

NC : Monsieur le Président, y a-t-il une différence culturelle fondamentale, qui survient dans la manière dont, les Africains voient les leaders et la manière dont les populations occidentales voient les leurs ? Y a-t-il une chose de différentes que ces deux différentes populations respectent et admirent chez un leader ?

SZ: Pour ça, c'est à mon sens, fondamentalement, entre un Africain et un Occidental, vis-à-vis de la justice même, l'Africain est aussi sensible à la justice aussi bien qu'un Blanc. Ils sont tous sensibles, en tant qu'être humain. On est juste, on le sait. On est injuste, on le sait. Le Blanc aussi c'est pareil. Quand vous faites de l'injustice aux blancs. Il en tient compte. Le Noir aussi c'est pareil. Donc ce n'est pas une question de couleur là, c'est une question de fabrication même de l'homme tel qu'il est. Tous les hommes sont semblables. Ce qui est bon pour le blanc, c'est aussi bon pour le Noir. C'est pourquoi la justice elle est universelle. Elle n'est pas partisane. Que ça soit en Amérique ou en Asie ou en Afrique, quand vous tuez quelqu'un on vous traîne, on vous amène devant la justice. C'est la différence, entre la pratique. Celui qui faut le tuer tout de suite, celui qui a tué, il faut l'emprisonner pendant vingt ans, vingt-cinq ans. Cela dépend. Mais on sait

qu'il faut juger. Oui ou non. Il faut juger. Donc entre un Africain et un Blanc, il n'y a pas de différence. C'est une question de sensibilité. C'est universel. On ne peut pas dire que les Blancs, non. Comme en Amérique, chez les Américains, il y a beaucoup d'américain noires, quand ils font une faute, ils sont frappés par la même justice. Il n'y a pas de différence là. On ne dit pas parce que lui il est noir, il faut faire ça. Que lui il est blanc, il faut le laisser.

NC : Mais pas l'ethnie, pas la race. La culture, les coutumes !

SZ: Mais qu'est-ce qui fait les coutumes. Ce sont les lois. C'est ça. On transfère, on transforme la coutume en loi. C'est ça. Il y a une façon de transformer les coutumes en lois. C'est ce qui fait que, il y a cette différence-là. Mais à partir du moment où petit à petit même dans les pays occidentaux, dans le temps les blancs, ça existait. Il y en avait. Mais petit à petit, ça a été transformé. En Afrique aussi c'est comme ça. Ça commence à venir maintenant. On ne tient plus compte des coutumes pour juger les gens. Autrement dans le temps, et bien, la moindre faute, allez, soit on le tue ou bien on fait autre chose. Mais maintenant, c'est rare ! C'est rare ! Les coutumes commencent à reculer. C'est une question de pratique et il faut du temps. En Afrique, cela existe encore, mais ça va disparaître. Un jour il n'y aura plus, n'est-ce pas, cette différence-là, entre blanc et Noire. Cela va disparaître. Mais pour le moment, cela existe. On ne peut pas dire que ça n'existe pas. Il y en a. Mais petit à petit, ça, s'estompe et disparaît. Avec le... Ça va disparaître. Oui. Parce qu'on voit maintenant beaucoup de Mossis, dans le train qu'est-ce qu'il faisait. Il faisait autre chose. Mais maintenant ce n'est plus ça. Dans le temps, le Morro, pour le garder, qu'est-ce qu'on fait ? On prend le grand garçon là, le beau garçon. On enlève les testicules, oui ! Pour garder oui ou non ? Hein. Parce que, il ne faut pas que le gardien aille coucher avec sa la Reine. Donc ce sont des coutumes qui disparaissent. Maintenant je ne sais pas, on ne le fait plus. Ils ont encore les gardiens. Mais pour enlever les testicules là, je crois, ça se fait plus. Ça, ce sont des coutumes qui disparaissent. Les autres c'est pareil aussi. Petit à petit, ça disparaît. Ça existe ! Mais ça va disparaître. Ce que vous pensez que ce n'est pas bon là un jour cela va disparaître. Ais l faut du temps. Oui. Ce que moi je demande, c'est qu'il faut que vous nous aidiez, en fait, pour ça disparaît. Ce que nous demandons, à vous les blancs, c'est de nous aider à faire disparaître ces choses-là. Voilà. D'abord ce n'est pas humain. Il faut reconnaître. Il faut nous aider à faire disparaître ça. Il n'a qu'avec le continent qu'on peut arriver à ça. Mais pas à distance comme ça. Comme on le fait là maintenant. Ce n'est pas bon. Il faut le contact. On peut rester loin et dire il a ça et ça. Il faut vivre la réalité et puis prendre les mesures. Oui. C'est comme les médecins, il constate d'abord avant de faire l'ordonnance pour soigner. Il faut voir le malade d'abord. Il faut constater voir le mal. Voilà. Il faut rester à Paris, et qui dit : « Ah, tu as de la fièvre. » Il faut envoyer le papier qui dit il faut tel médicament ou tel médicament. Il faut voir l'état du malade d'abord, oui. C'est ça, si vous avez autre chose à dire.

NC : Monsieur le Président, en regardant en arrière, de quelles réussites ou décisions présidentielles êtes-vous le plus fier ? Et quelle décision, si décision il y a, auriez-vous changé rétrospectivement ?

SZ: Je crois que cette question ne va pas, la motivation. Parce qu'en principe, tous les Chefs d'État ou responsables politiques. Ils ont leur façon de travailler. Des fois, cela correspond, n'est-ce pas, à la réalité, des fois c'est à côté. Donc pour cela il faut voir le passé qui sont responsable et dont impérativement prendre contact avec la réalité pour pouvoir corriger le travail. Le plus souvent, ce n'est pas fait. Quand on prend une décision, cette fois si c'est exactement comme on veut. Mais souvent ce n'est pas ça. Mais si vous ne veilliez pas à la surveillance. C'est le chef. Il faut constamment avoir en vue votre décision. Il faut suivre. Il faut suivre et puis en suite là seulement il faut corriger. Car celui qui va exécuter, il n'est pas obligé de faire exactement comme votre pensée. Lui aussi il fait sa part des choses. Il a sa façon de travailler. Oui. Il ne peut pas faire exactement comme vous. Donc il faut être là pour corriger. Il y a ça, il faut le faire, ça, il faut le faire, ça, il faut le faire. Mais le plus souvent, à distance comme cela on donne des ordres et puis on attend. Ce qui fait que le plus souvent il y a, cette différence de constatation dans les faits. Donc il faut corriger par le contact. Mais avec la paresse. Il y en a qui sont paresseux, au lieu de savoir si le travail est fait exactement, ils ne le font pas. Ils restent là, non. Il faut bouger. Il faut bouger. C'est ça le problème. Il faut bouger. Il faut bouger constamment en éveil. Et si je donne des ordres, il faut veiller à l'exécution. Un militaire c'est ça. Au rassemblement on donne les ordres et puis il faut veiller à l'exécution. Voir si c'est bien fait ou soi ne s'est pas bien fait. Mais on donne des ordres comme ça, sans vérifier, ça ne sert à rien. Celui qui va recevoir des ordres il va faire ce qu'il veut. Or ce n'est pas ça. Donc l'objectif ne sera jamais atteint. Donc, veillez toujours à ce qu'on applique son idée. Si ce n'est pas fait, il faut faire en sorte que cela soit appliqué. On ne va pas rester comme cela. On a donné des ordres et puis on croise les bras, non. C'est ça le travail. Toujours content, constamment en train de veiller. C'est difficile, mais c'est indispensable. Ouais. C'est difficile, mais c'est indispensable. Il faut veiller toujours aux ordres que l'on donne. Dans l'armée, c'est cela. Vous veiller à l'exécution des ordres. Si c'est mal fait, faites-le recommencer. Ou si c'est bien fait, vous faites des félicitations, « Continuez ! » C'est ça. Grosso modo, c'est ça. C'est mon point de vue. Voilà.

NC : Monsieur le Président, comment voudriez-vous que l'on se rappelle de vous dans le futur par les historiens nationaux et internationaux ? Et prenez-vous activement en considération les implications historiques des décisions importantes au moment de les prendre ou êtes-vous plus intéressé par les effets immédiats ?

SZ: Ça, c'est la question dix ! Oui, c'est ça là. C'est une question un peu épineuse parce que quand on voit le fond des choses. Ce que le plus souvent, ce sont les gens... Parce que je ne peux pas vous dire. Je n'ai pas une idée précise en ce qui concerne cette question là. Ça c'est vous dire, par exemple j'ai écrit ici, pour cette question, que je n'ai aucune idée, car ma compréhension de voir les choses est autrement. Ce n'est, pas un calcul. La population. Parce que c'est une question vraiment épineuse. Il faut l'avoir exécuté pour le connaître. Prenez mon mandat par exemple. Bon, j'ai pris le pouvoir par un coup d'État. Mais je n'ai pas eu le temps pour, ce n'était pas prévu dans ma tête pour pouvoir, n'est-ce pas faire la différence entre ceci et cela. Donc si je dis que je vais répondre à cette question catégorique. Je deviens un menteur. Oui ou non ? À vous maintenant, de dire exactement, posez la question autrement. Autrement si je vois ça comme ça, je ne peux

pas répondre. Si vous me posez la question autrement, je peux répondre. Je peux essayer de répondre. Parce que ou sinon, il faut faire la part des choses. Tel que vous l'avez dit c'est bien, mais, la considération, tout ça là. La question de popularité, tout ça c'est aléatoire. Soit que c'est dans le bon sens, soit que c'est dans le mauvais sens. On peut être populaire dans le mauvais sens. On peut être populaire dans le mauvais sens aussi. Il faut maintenant que ceux qui vous entourent, ce soit votre entourage qui peut vous justifier. Qui peut vous dire si c'est bon ou si ce n'est pas bon. Mais vous-même, vous ne pouvez pas dire que vous avez fait est bon. Vous allez vous baser sur quoi ? Parce qu'on a dit, on a dit. C'est aléatoire. On peut, on peut dire ça par, comme ça, sans que cela soit dans le cœur. Oui ou non ? Il faut que cela soit dans le cœur pour que cela soit, or on ne peut pas rentrer dans le cœur de quelqu'un pour connaître la vérité. C'est difficile. C'est difficile. Vous-même, vous ne pouvez pas dire qui a fait. Votre estime, c'est vous, vous avez fait votre travail en votre âme et conscience. Maintenant, aux hommes de penser à ça. Parce que, quel que soit l'homme, il a des ennemis. Même si vous faites du bien, aujourd'hui, à quelqu'un. Demain, il peut vous faire du mal. Il peut accepter ça parce qu'il est content. Mais demain, s'il a l'occasion il va même vous tuer. L'homme est mauvais. Mais vous devez faire votre travail, honnêtement. Et laisser lui, la personne avec Dieu maintenant. Ce n'est pas à vous de dire que je suis ceci, je suis cela, je suis comme ça, non ! Ce n'est pas la peine parce qu'il y a beaucoup de preuve selon lesquelles, n'est-ce pas, les gens qui ont fait du bien à d'autres, ils sont retournés pour leur faire du mal. Oui. Il faut comprendre l'homme. Donc, où est la popularité, ça c'est Dieu qui connaît le sens. Vous votre devoir c'est de faire le bien comme Dieu le demande. Aime ton prochain comme toi-même. Le reste maintenant, c'est Dieu qui va le décider. Voilà, vous ne pouvez pas vous-même calculer le montant de votre, de ce que vous faites. C'est Dieu qui va calculer le montant de vos biens. De tout ce que vous faites. Même si c'est un tout petit peu comme ça. Dieu, il s'en rend compte pour vu que cela vient du cœur. Oui. Mais vous vous-même, vous ne pouvez pas apprécier. Oui. L'homme est tellement ingrat, que c'est difficile de compter sur l'homme. Mais votre devoir c'est de faire du bien. Comme Dieu la demandé, c'est de faire du bien à tout le monde. Aime ton prochain comme toi-même. Mais si vous tenez compte, n'est-ce pas, de l'attitude des gens, vous ne ferez rien de bon. Rien.

NC : Monsieur le Président, vous avez été par la suite retiré du pouvoir dans un autre coup d'état, en 1982 après seulement deux ans au pouvoir. Venant de votre perspective, comment et pourquoi votre temps au pouvoir s'est terminé de cette manière ?

SZ: J'ai déjà parlé de cela. Que voulez-vous que je dise de plus. J'ai déjà parlé de ça e long et en large. Le peu de temps que j'ai passé au pouvoir. Bon. C'est Dieu qui a décidé ça. Il a dit : « Bon, Zerbo, de telle à telle date il sera Président, à part ça aller. Quitte là, installe-toi là ! » C'est tout. C'est lui qui comprend tout. Voilà. Moi je n'ai fait qu'obéir. Que voulez-vous que je dise en plus. Je ne peux rien dire. Voilà. Je rends grâce à Dieu pour ce qu'il a fait pour moi. Vraiment. Je ne sais comment, on ne peut pas remercier Dieu. Autrement, tout ce qu'il a fait là pour moi, je. C'est impensable. C'est impensable. Surtout que bon, les révélations, tout ça là, ça s'est réalisé. Point par point. Tout ce qui devait arriver est arrivé, point par point. Oui. Par exemple, quand j'ai été arrêté et amené et enfermé. Les consignes ont été données d'entourer de chars pour détruire le bâtiment

s'il le faut, pour prouver que le Colonel Zerbo ne s'en sorte pas vivant. Alors, comment tu veux parler du questionnaire là, bon. Tout ces gens-là, qu'ils soient militaires ou civiles. Même ceux, les militaires qui ont reçu l'ordre de tuer, de casser le bâtiment là. De ne pas faire du mal à certains, non ! Mais ils ont laissé des ordres pour faire. Ceux qui ont donné les ordres, ils ne peuvent pas dire que le Colonel il a fait ça, il a fait ça. Donc c'est dire que quand Dieu décide de quelque chose. Dieu a dit : « Non ! » Il a dit : « Non ! » Et quelque temps après, ce sont les mêmes individus qui sont venus me voir et qui m'ont dit : « Ah, vous allez sortir à telle place ! » Dieu a dit : « Tu vas sortir ! » Et je suis sorti. Ils m'ont emmené à la maison, tranquillement. Voilà. C'est sans problème. C'est pour cette raison qu'il faut tout calculer avec l'appui de Dieu. Si vous faites le calcul comme ça, sans tenir compte de la décision divine, c'est zéro ! C'est zéro ! Il faut toujours calculer avec la volonté de Dieu. Malheureusement, combien de gens tiennent compte de cela ? Très peu. Ce qu'ils voient seulement, ils croient que c'est leur propre force qui peut faire ça ! Alors que non ! On ne peut pas. La force appartient à Dieu. C'est Dieu qui est fort. L'homme n'a aucune capacité. Nous sommes orgueilleux, c'est tout. On n'a aucun pouvoir. On n'a aucun pouvoir. Moi c'est, cela m'a permis de connaître vraiment ce que c'est l'homme. Donc votre question, elle est pertinente. Elle est très bien. Il faut que les hommes arrivent, n'est-ce pas, au minimum de connaissance de Dieu. Il faut pouvoir se guider. Quand, la question que vous avez posée toute à l'heure sur la politique, c'est pareil. Qu'est-ce que c'est la politique. Ben, c'est la gestion des biens publics. C'est la gestion des biens publics. Il faut que cela soit bien géré. Pourquoi. C'est pour le bien de tous. Mais est-ce que cela se fait correctement ? Ça ce fait pas. C'est ce qui amène le conflit entre les gens. Voilà, mauvaise gestion. La politique c'est la gestion heureuse des intérêts de la nation. Si ce n'est pas fait. Il y des conflits. Partout c'est comme ça. Donc il faut tout calculer avec la volonté de Dieu. Il faut que vous teniez compte de la parole de Dieu. Si vous ne tenez pas compte de la parole Dieu, c'est aléatoire. Parce qu'il n'y aura pas de suivi. Vous allez laisser tomber, découragé. Si c'est un avec l'avis de Dieu, il n'y a pas de problème. Vous allez réussir, quelle que soit la volonté des gens. Si Dieu veut que cela se fasse, cela se fera. Oui. Dieu ne fait jamais du mal à quelqu'un. C'est à nous-mêmes que nous faisons du mal. Pour regretter après. On regrette après. Il y en a qui, quand c'est quelqu'un il vient au pouvoir et il fait du mal. Bon. Il y en a qui trouvent que c'est bon. Quand il vient au pouvoir, il tue. Il fait ceci cela. Il y en a qui trouve que c'est bon. C'est contraire à la volonté de Dieu. Oui. L'homme est tellement compliqué que je ne sais pas comment il faut qualifier l'homme. Surtout quand on est responsable. Il faut s'accrocher à la volonté de Dieu. Si vous ne vous accrochez pas sur ça. Si vous allez comme ça à l'aventure comme ça. Il y a de grandes chances qu'il n'y a pas de réussite. Après on va se retourner après pourquoi il y a ça ? Pourquoi j'ai fait ça, j'ai fait ça ? Non, parce que tu n'as pas agi selon la volonté de Dieu. Voilà, c'est tout. Comme. Quelle que soit votre volonté, si vous n'avez pas agi selon la volonté de Dieu, pour parer à l'échec. Et le plus souvent l'échec avec la vie même. Même la vie. C'est pour ça qu'il y a beaucoup, pas mal de choses, beaucoup de gens meurent, et tout ça là. Il faut toujours avoir n'est-ce pas la parole de Dieu avec vous. Si vous n'avez pas ça. Si vous allez à l'aventure comme ça, c'est aléatoire. C'est aléatoire.

NC : Monsieur le Président, votre durée au pouvoir était malheureusement limitée à deux ans. Cependant, je pense que cela serait très intéressant que le monde entier sache ce qui aurait dû se passer si vous n'aviez pas été enlevé du pouvoir et si votre administration avait eu l'opportunité de continuer. Aviez-vous une vision de combien de temps vous souhaitiez servir en tant que Chef d'État et quels objectifs économiques et politiques, si jamais il y en avait, aviez-vous l'intention d'accomplir avant de quitter le pouvoir ?

SZ: Oui. Ça c'est. Je peux tellement vous répondre catégoriquement sur ça parce que ce sont des choses que j'ai déjà évoquées, dans le cadre par exemple de mon commandement. Par exemple, en tant que Commandant d'armes de la ville de Ouagadougou. J'en ai largement parlé. Parce que cette une situation dans laquelle, il faut toujours être en alerte. Il faut voir les défauts, il faut voir ce qu'il ne va pas. En fonction de ça maintenant, vous pouvez vous tracer une ligne de conduite. Alors si ce n'est pas ça, tel que vous avez posé la question là. C'est dans le cadre de mon Commandant d'armes de la ville de Ouagadougou que je vous l'aie dit tout à l'heure que j'ai agi. J'ai fait de mon mieux. Malheureusement, en tant qu'homme, je ne suis pas parfaits. Il y a toujours des erreurs. C'est certains, mais j'ai la conscience tranquille de ce j'ai fait en que homme, c'est ma possibilité. Je ne peux pas faire mieux. Donc, c'est pour dire que voilà, cette question là, en douze elle est claire, donc il faut que l'homme sache qu'au bout de toute chose, au commencement de toute chose, c'est Dieu. Dieu il a commencement. Dieu il est à la fin. Il ne faut prendre ça au milieu et dire il y a ça, il y a ça. Au commencement il y a Dieu et à la fin il y a Dieu. Dans toutes les actions. Mais si vous ne faites pas cela. Vous partez à l'aventure, vous allez faire ça aujourd'hui, laissez pour demain. Ce n'est pas complet. Il faut faire ça. Et rien ne sera complet. Prenez quelque chose au bout avec le cheminement ce sera la voie de Dieu. Même si c'est petit, c'est bon. Les gens vont apprécier. Même si vous faites quelque chose de grand, si ce n'est pas la voie de Dieu. C'est le Chef. Vous allez voir après que ce n'est pas ça. Vous même vous ne serez pas content. Intérieurement vous ne serez pas content. Oui. C'est bien de la part de Dieu. Comment voulez-vous, si vous voulez avoir le monde entier, si vous n'avez pas la vie ? Avoir le monde entier si vous, n'avez la vie c'est zéro ! Il faut qu'on voie la plus petite chose que Dieu veut. Vous allez monter. Il ne faut être trop grand pour faire les choses. Dieu, il commence toujours par les petites choses pour aller grandissant. Avec l'appui de Dieu. Mais si vous mettez un humain à la place de Dieu. Déjà, vous avez échoué. Si vous connaissez tout. Vous êtes maître de tout, vous pouvez tout connaître, c'est faux. Oui. Il faut être modérer, patient et puis suivre la logique. C'est tout, il faut considérer l'homme tel qu'il est. Il ne faut pas minimiser quelqu'un. Dire il est comme ça, ce n'est pas la peine. Non, non, non. Il faut respecter chacun pour ce qu'il est. À Dieu maintenant de juger. Ce n'est pas à vous. Pourquoi juger son prochain. Ne jugez pas. C'est bien dit dans la parole de Dieu. Ne jugez pas. Si vous jugez, vous serez jugé. Si vous condamnez, vous serez condamné. Dieu est juste. C'est pour ça il faut toujours être là dans la ligne. Il faut toujours. Si vous jugez, vous serez jugé. Vous voyez dans mon cas, par exemple, ceux qui m'ont jugé au tribunal populaire pour la Révolution. Où ils sont ? Ils sont tous morts. Ceux qui sont vivants aussi, ils ne peuvent même pas sortir dehors parce qu'ils ont honte. Ils ne peuvent sortir comme moi. Moi je peux circuler partout. Mais eux, ils ne peuvent pas, mais ils sont vivants. Mais ils ne peuvent pas sortir parce qu'il y a les témoins qui étaient au tribunal, qui ont vu. Ouais. Donc c'est pour cette raison qu'en toute chose il

faut tenir compte, n'est-ce pas de la présence de Dieu. Il ne faut pas l'ignorer dans vos calculs, dans tout ce que vous faites. Ne faites rien sans avoir consulté la volonté de Dieu. C'est ça l'essentiel. Tout le reste, c'est zéro. C'est ça.

NC : Monsieur le Président, vous avez vécu la dynamique relationnelle entre ancien Chef d'État et Chef d'État en exercice, venant de toutes les perspectives possibles. Comme vous le savez, ces relations sont parfois paisibles et parfois elles sont extrêmement tendues. Impliquant des accusations ou des emprisonnements. Pouvez-vous nous parler de manière générale de l'importance des relations entre ancien Chef d'État et Chef d'État en exercice sur le continent africain. Et quels sont selon vous les principes qui doivent guider cette relation ?

SZ: En principe se sont les, ce qui peut guider, n'est-ce pas, ces relations-là. C'est ça l'essentiel. L'essentiel c'est quoi ? C'est d'abord, la connaissance des uns et des autres. C'est connaître d'abord l'ancien Chef d'État, avec sa connaissance et ensuite vous même, ayez confiance ne lui, en ce qu'il va vous dire. Voilà. Si vous n'avez pas confiance en ce qu'il va vous dire. C'est inutile. Même si vous connaissez ses compétences et tout ça. Si vous n'avez pas confiance en ce qu'il va vous dire, comme conseil, c'est zéro. D'abord, la première des choses c'est de connaître la personne. Le Chef d'État ancien à qui vous allez vous adresser. Par son expérience et sa façon de faire, vous êtes imprégné de ça. Vous êtes sûr que ce qu'il va vous dire. C'est vrai. À ce moment-là, vous pouvez l'aborder. Mais si vous l'abordez avec des doutes, ça va pas servir donc il fondamentale que chacun puisse tenir compte de la capacité de connaissance de l'intéressé. Une fois que vous l'avez connu bien, imprégné de son passé. Il ne faut pas l'aborder comme ça sans connaître son passé. Si vous voyez, si vous avez appris ou bien vous avez vu ce qu'il a fait. À ce moment-là, il y a une certaine confiance qui s'établit. Vous pouvez aller le voir. Une fois que vous l'avez abordé, tout ce qu'il vous dira, il faut en tenir compte. Il faut en tenir compte. Même si, il y a des passages dans tout ce qu'il va vous dire, qui ne conviennent pas à votre situation. Parce ce que cela dépend de votre situation. Votre situation n'est pas exactement sa situation. Donc, le pays n'est exactement son pays. Chaque pays à sa façon de voir. Vous, vous prenez ce qui vous convient en lui pour adapter chez vous. Si c'est adaptable, c'est bon. Si ce n'est pas adaptable à votre pays et vous en êtes conscient de ça, vous gardez ça pour vous. Mais il va vous le dire ce qui a même si cela ne convient pas. À vous maintenant de savoir comment vous allez tourner pour que cela convienne à votre pays. Lui il va vous dire ce qu'il fait, donc vous voyez si ça a réussi. Pour votre pays n'est pas le sien. C'est vous connaissez votre pays. Si ça convient tant mieux, si cela ne convient pas à vous de faire en sorte que ça puisse convenir. Donc, il est toujours bon, de prendre connaissance avec ceux qui l'expérience de commandement. C'est très important parce que ça évite des erreurs. Mais celui qui n'aborde pas les gens il ne peut ne pas savoir. Il ne peut pas connaître. Moi j'ai eu pas mal des exemples comme ça. Quand on aborde quelqu'un, ils vous disent exactement ce qu'il a fait pour réussir. Maintenant ce qu'il vous a dit, si vous pouvez adapter cela à votre pays tant mieux. Si vous ne pouvez pas adapter vous faites en sorte, il faut changer. Voilà comment vous allez faire pour que ce qu'il a dit puisse convenir à vous pour le mieux. Ce n'est obligatoirement ce qu'il a dit que vous allez appliquer. Il faut que cela soit applicable à votre pays. Vous n'êtes obligé de faire exactement comme lui, parce que

ce n'est pas la même chose. Ce n'est pas les mêmes populations. Donc les populations divergent aussi. Ce qui est convenable à un Mossi n'est pas convenable à un Samou. Par exemple, la viande de chien pour les Mossis là, pour nous les Samous là, c'est non. Ce n'est pas convenable. Donc si ça convient à votre population, y'a pas de problème. Mais si ça ne convient pas. Voilà. Ce n'est pas la peine. Il y a un proverbe Samouro qui dit : « Quand vous gifler une poule vous ne dites pas à son œil parlant. Où est son œil, où est son oreille, ils sont au même endroit. La poule c'est ça. Vous gifler la poule, vous dites pardon à son œil pardon. Je n'ai pas fait exprès. Je vais te gifler, mais c'est ta joue que je voulais gifler. Tu dis à l'œil pardon. L'œil et l'oreille ils sont au même endroit. Vous ne pouvez pas gifler la poule et dire pardon à son œil, la joue et puis les yeux, ils sont au même endroit. Ce n'est pas comme l'homme. Il ya une différence entre ce que vous pouvez apprendre avec les autres et ce que vous-mêmes, vous pouvez constater de valable pour pays. Il faut faire le choix. Vous venez avec votre cas, ce qui est convenable. Ce qui peut être fait dans l'immédiat ou bien ce qui peut être fait à long terme. C'est bien, mais, il faut un certain temps pour que le pays puisse reconnaître il y a ça, il y a ça. Mais, si fait brutalement comme ça même si c'est bon, ça n'ira pas. Il faut une certaine adaptation, c'est-à-dire qu'il y a un certain temps pour donner aux gens de réfléchir, de voir. Donc si c'est bon pour l'autre voir d'abord si c'est valable pour vous. Si ce n'est pas valable pour vous.

C'est ça l'expérience. On peut prendre comme ça l'expérience des autres et puis appliquer. Ce n'est pas possible. Oui. C'est pour cette raison que cette question là est très importante. Très importante. Il faut toujours avoir quelqu'un en qui on peut se référer en cas de problème, pour avoir des conseils. C'est toujours ça. C'est toujours utile. Mais celui qui n'a pas de conseillé, il va à l'aventure parce que sa seule idée là, cela ne peut pas lui suffire. Il faut l'apport des autres. Donc cette question est très bien posée. Mais il faut savoir maintenant, comment utiliser l'apport des autres. Voilà. Comment il faut utiliser l'apport des autres. Des fois tu ne peux pas l'adapter à votre situation. Ou bien même des fois même c'est contraire. Si c'est contraire. Vous entendez, c'est bien. Vous laissez de côté, parce que ce n'est pas applicable à votre cas. Ça a réussi pour lui, c'est pas forcément que ça va réussir pour vous. Voilà. Ça dépend des situations. Des uns et des autres, mais tout est bon. Mais toujours est-il, il bon d'avoir des conseillers. Des gens expérimentés dans ce domaine là. Dans tout les domaines. On ne va pas laisser simplement comme ça, faire maître que vous connaissez tout. Vous avez des études, des grandes études. Vous vous en foutez des autres, non ! L'expérience c'est bon.

L'expérience et la pratique, il y a une différence. Oui. Vous connaissez théoriquement la pratique. C'est à peu près la même chose. Si vous avez la capacité intellectuelle, c'est bon. Mais avec la pratique, vous trouvez qu'il y a une différence. Voilà. C'est pour ça, les conseils aussi c'est pareil. Ce qui est valable pour les autres n'est pas forcément valable pour vous. Mais vous tenez compte de ce que vous avez appris pour plus tard. Ou bien quelqu'un d'autre va vous demander aussi de le conseiller. Voilà. Voilà comment moi je vois les choses.

NC : Monsieur le Président, actuellement, aujourd'hui, les sciences politiques fonctionnent selon une hypothèse occidentale pessimiste de la maximisation de la durée du leadership, qui est l'objectif primaire et universel des leaders en Afrique et partout ailleurs est de maximiser la durée au pouvoir. Bien sûr qu'il y a toujours des exceptions à

toutes suppositions générales, mais en général est-ce ceci est un bon moyen pour les académiciens occidentaux de réfléchir sur les motivations des leaders en Afrique ou y a-t-il une meilleure supposition générale.

SZ: Voilà ce que moi j'ai écrit ici. Il y a savoir si oui ou non, les Chefs d'État sont acceptés selon le plan de gestion long ou un terme. C'est ça. Ça dépend de toutes situations. Si c'est acceptable, c'est bon. Mais si ce n'est pas acceptable, ce n'est pas la peine d'essayer. Ce que vous dites bon. Tout est aléatoire parce que les Chefs d'État, ils pas mal de problèmes. Bon. Si vous vous prenez, n'est-ce pas, un cas spécifique. Vous voulez adapter ça. Alors qu'en réalité, ce n'est pas possible. En réalité ce n'est pas possible. Qu'est-ce que vous faites. C'est difficile. Vous ne pouvez pas dire n'est-ce pas, à l'autre parce que ça lui a réussi, à vous ça ne peut pas vous réussir. Parce que les situations ne sont pas les mêmes. Les conditions ne sont pas les mêmes. Voilà, ce que vous avez dit tout à l'heure, c'est bon. Mais à condition que les Chefs d'État soit, accepte sinon le plan de gestion. C'est ça. C'est le plan de gestion à long et moyen terme. C'est ça. Vous ne pouvez pas appliquer cela brutalement et dire c'est comme ça, c'est comme ça, non ! C'est pour ça, le plus souvent il y a les querelles politiques. En voulant aller vite. Et c'est à dire. Je suis passé le temps. J'ai pris le temps. Des fois il faut un certain temps pour certaines choses, mais si vous voulez aller plus vite. Cela donne des problèmes, vous ne donnez pas au gens le temps de réfléchir sur la question et vous voulez passer à autre chose. Il faut d'abord qu'ils aient, n'est-ce pas, la possibilité de mûrir dans la tête ce que vous avez déjà annoncé. Alors si c'est fait, comme les Chefs d'État. Si c'est fait, si c'est acceptable, il n'y a pas de problème, vous pouvez décréter, mais avec une certaine certitude qu'il n'y aura pas de problèmes. Si c'est brusqué, sans étapes, le plus souvent il ya des problèmes. Il y a des mouvements de grève et tout ça. Parce que vous avez brulé des étapes ou bien vous n'avez pas tenu compte de certains aspects. La question. Ça devient un problème. C'est bien, mais c'est la façon de faire qui n'était pas bonne. Oui ? C'est pour ça que à chaque fois que les Chefs d'État acceptent certains plans, il faut un certain temps pour voir si c'est acceptable. Autrement, si brutalement, vous foncez là-dessus. Le plus souvent, c'est l'échec. C'est bien, mais ce n'est pas le moment, voilà. Donc il fallait un certain temps pour donner le temps aux gens de réfléchir sur la question. C'est pour ça on fait toujours des projets. Après un certain temps, on est sûr maintenant et qu'il faut le faire. À ce moment-là, ce n'est pas de problème. Mais aussitôt dit, aussitôt fait, ce n'est pas recommandable. Il faut mettre la chose sous l'expérience de la population d'abord. Il faut expérimenter. Ça évite des mouvements de grève, ça n'évite pas mal de chose. Des mécontentements. C'est bien, mais le moment n'est pas favorable. C'est ça. L'idée est bonne, mais ce n'est pas opportun. Voilà, c'est ça le grand problème des Chefs d'État. Le plus souvent c'est ça. Moi, j'ai l'expérience de ça. Quand on fait des décisions comme ça, il faut laisser les gens réfléchir. Mais si vous brusquez parce que vous avez vu ça c'est bon, tout ça. Non. Les situations ne sont pas les mêmes. Les situations ne sont pas les mêmes. Il faut laissé le temps au gens de réfléchir. Et même, ils vont vous dire : « Ah, Monsieur le Président, ça, c'est bon, mais là , il faut laisser d'abord. Après on verra. » C'est ce qui en général, je vous le dis. Je m'excuse. C'est différent. Les hommes politiques africains, aussitôt après la Deuxième Guerre mondiale, là. Ils demandent l'indépendance. Bon. Le peuple dit d'accord. Mais il n'y a pas d'indépendance qui vaille sans l'État. Il faut organiser d'abord

vos États, après on verra. Oui. Mais, qu'est-ce qu'ils ont fait ? C'est un exemple quoi. Qu'est-ce qu'ils ont fait les hommes politiques africains ? Comme la France n'a pas eu le temps de préparer comme ça, les États à l'indépendance. Ils ont foncé comme ça à l'indépendance. Donc les partis politiques et tout ça là. Ils ont rassemblé tout ça, et il y n'importe qui à l'assemblée. Or, la Nation n'est pas encore créée. La Nation n'existe pas. Le pays même, assis. Ils ne se connaissaient pas d'abord. Donc, les hommes politiques en viennent à rassembler quelques individus là. Allez toi ainsi, toi ainsi, toi tu fais ça, toi tu fais ça, toi tu es ministre, voilà. Mais le pays lui-même n'est pas organisé en État. Donc après De Gaulle a dit : « Il n'y a pas d'indépendance sans État ». Il faut vous organiser pour avoir vos États, après on verra. Mais cela n'a pas été fait. On est parti à l'indépendance comme ça. Résultat, même dans les conditions, la constitution française là, les conditions des Africains là. C'est calqué sur la position de la France, mais le France a pris une disposition même si vous êtes de partis politiques opposés, si le gouvernement a besoin de vous, il vous appelle et vous travaillez. Oui. Pour le pays. Voilà, dans la constitution française c'est ça. Mais dans les constitutions des pays africains, alors constitués chez nous cette chose n'existe pas. Non. On n'oblige pas les gens à venir. Or, il faut parfois faire du travail pour le pays. C'est l'État qui la forme pour ça. Il faut qu'il vienne travailler. Même s'il est l'opposition si sa compétence convient à un poste. Donc l'État français prévoit cela. C'est pour ça en France, il n'y a pas de grands mouvements de contestation, de syndicats. Non. L'idée est bonne, mais il faut mettre les gens à leur place. Si vous mettez les gens à leur place, où est le problème ? Or chez nous ce n'était pas ça. S'il a un contexte de mouvement de grève, de coup d'État parce que un tel n'est pas à sa place et ainsi de suite. Les gens ne sont pas à leur place. Parce qu'on a pas pris le temps de voir la situation de façon claire. On nomme des gens comme ça là. Et puis, si c'est l'assemblée, on amène des gens de votre parti. Le parti qui veut les soutenir, c'est tout. Même s'il y a les compétences dans d'autres partis, on s'en fout. Même, il faut le parti qui veut vous appuyer, vous l'appellez. Même s'il ne connaît rien, il vient quand même. C'est pour remplir la salle. C'est tout. Mais dans leur tête, ils sont forts. Le travail du Parlement, ça ne va pas. Ça n'avance pas. Ils sont là toute la journée, comme ça. La fin du mois est. Le salaire surtout. C'est pour ça que la Démocratie, il faut bouger le pays d'abord. La vraie démocratie il faut que cela soit ça. Il faut la vraie démocratie. Sans ça, rien. La vraie démocratie, cela suppose que tout le monde soit à sa place. Un écrivain français qui a bien dit ça : « La démocratie d'une nation, c'est l'affaire de tous. » On n'envoie pas n'importe qui à l'assemblée. C'est la corporation. Il faut une corporation. C'est la vraie démocratie. La corporation. C'est-à-dire que dans chaque métier, il y a quelqu'un qui pointe. Si c'est un tailleur, il y a un tailleur principal. S'il y a un cordonnier, il y a un cordonnier principal. S'il y a un boucher, il y a un boucher principal. S'il y a un éleveur. Un éleveur, ceux qui élèvent les animaux là. S'il y a quelqu'un de très compétent pour élever les animaux. On le désigne, on lui dit viens à l'assemblée. Viens t'asseoir pour travailler. Comme ça tu sais ce qu'il faut faire pour faire avancer ton travail. Oui ou non. Voilà, si c'est gens là, avec des connaissances comme ça, sont rassemblés à l'assemblée. Ils vont faire avancer leur boulot. Est-ce que c'est le cas en Afrique maintenant, non. N'importe qui, qui vient et qui parle de n'importe quoi, de ce qu'il ne connaît pas, il parle de ça. Il ne connaît pas. Or, la vraie démocratie, il faut amener des gens qui connaissent leur métier, qui peuvent intervenir pour développer leur métier. Donc chaque métier important doit être représenté à l'assemblée, comme ça il n'y

a plus de discussion. Qui va dire non. Il n'y a pas d'opposition. Nous sommes loin de la démocratie.

NC : Pourquoi on ne trouve pas cela en Afrique ? Pourquoi on ne trouve pas ce style de démocratie aujourd'hui ?

SZ: On ne peut pas. Pourquoi, c'est le principe que j'ai dit là. On a pris des gens comme ça là. C'est l'habitude. C'est l'habitude. Si je vous l'avais dit, vous organisez votre nation d'abord. Si cette nation est organisée d'abord, donc à ce moment-là, vous pouvez vous organiser. À ce moment-là, on sait qui est qui, on sait qui est qui. Mais comme ça là, on ne sait pas qui est qui. Voilà. On est parti à l'indépendance comme ça sans savoir qui est qui. Or comment vous pouvez savoir qui est qui dans le pays. Et puis la nation se forme, comme ça les gens savent celui qui est capable de ça celui qui est capable de ça. À ce moment-là, ils se connaissent quand il s'agit de la rassembler. On désigne ces gens-là pour représenter le peuple. Tout ça que la formation est représentée à l'assemblée. Le travail va vite parce ce qu'ils ont des connaissances. Mais si vous rassemblez des gens qui ne connaissent pas le problème qu'est-ce qu'il vont dire, rien !

NC : Monsieur, vous avez bien expliqué ça et avec l'exemple des militaires. Quand les militaires, ils viennent organisés. Est-ce que vous pouvez expliquer l'exemple entre les militaires et ce style de démocratie.

SZ: Oui effectivement que j'ai parlé de ça. J'ai dit par exemple que la démocratie, c'est comme l'écrivain français même l'a dit, c'est corporation. La corporation c'est ça le métier. C'est comme dans l'armée. Par exemple, il y a le corps spécialisé dans l'artillerie, l'aviation, le génie militaire, les transporteurs, et tout, l'infanterie. Ce sont des corps spécialisés. Comme dans l'armée. Exactement comme ça, ça permet au Chef supérieur des armées de travailler avec tous les corps pendant la guerre. Comme ça chacun sait ce qu'il fait, et la victoire c'est sûr. Si les corps sont constitués comme ça, chacun fait son travail et on va à la guerre. Normalement, on gagne. Oui ou non ? Chacun fait son travail. Le génie est là pour la route. L'aviation pour transporter les gens. Et puis l'infanterie qui est là, l'artillerie qui est là aussi avec ses canons. Chacun fait son mieux pour gagner la guerre, c'est ça. Mais s'il n'y a pas ça. Si vous prenez n'importe qui, cela ne peut pas aller. Si vous prenez, n'est-ce pas, un boucher à la place de l'agriculteur, celui qui cultive ? De parler à sa place. Qu'est-ce qui va dire ? Le boucher, il ne sait pas ce qu'il faut faire pour l'agriculture. Or c'est le cas présentement en Afrique. Prendre les gens là comme ça parce qu'ils sont d'un parti politique. C'est tout. Ils ne connaissent pas les compétences, ce n'est pas leur problème. Donc, c'est l'exemple de l'armée, c'est ça. C'est par la corporation. Les gens sont employés comme ça. C'est plus facile. C'est ça la vraie démocratie. Maintenant la démocratie que vous vivez ce n'est pas ça. Ce n'est pas la démocratie. Le corps spécialisé, bien organisé et prêt pour la guerre. C'est la même chose que pour les hommes politiques. Les hommes politiques ça doit se préparer aussi. Il faut qu'ils connaissent leur métier. Quand ils parlent de quelque chose, ils connaissent. C'est pour que cela aille de l'avant. Autrement ce n'est pas la peine. Or le plus souvent quand on a un avis, pas n'importe qui peut parler de n'importe quoi. C'est en formant les gens à cet esprit là, qu'après, comme vous avez dit là, des pays qui font ça, il n'y en a

pas. Il vient seulement, mon parti c'est tout. À savoir maintenant quelle compétence il a. Il vient, il dit mon parti, tel portefeuille là, soit l'agriculture ou bien le commerce. C'est tout. Il ne connaît rien là-dedans. Dans le commerce, il n'a pas fait des études de commercial. On ne le met là-bas, pour que le commerce marche, mais il ne sache pas comment il faut faire. Il fait semblant, son parti il le met là. Comment vous voulez évoluer ? On ne peut pas évoluer. Il ne connaît les principes de développement du commerce. C'est juste un responsable qui est là c'est tout. Or, les vrais responsables, s'ils connaissent le commerce, ils sont là, ils dorment et ceux qui connaissent le commerce, ils regardent. Oui. Dans tous les métiers, c'est comme ça. Si ils ne sont pas représentés, ils ne peuvent pas parler. Donc le pays ne peut pas avancer. Voilà, c'est la politique. Les entreprises, elles font comment pour mettre à n'importe quelle place sans compétences. À l'assemblée, ils sont là simplement c'est tout. Ils ne peuvent rien faire pour faire avancer le pays. Les vrais responsables sont derrière dans l'ombre. Donc on ne les connaît pas. Mais si on rappelle le temps, de Gaulle a dit : « de former le pays d'abord, que le pays se connaisse. » Avant de demander l'indépendance. Mais ce n'est pas le cas. Voilà.

NC : Monsieur le Président, aujourd'hui les leaders, en Afrique, semblent statistiquement plus volontaires à quitter le pouvoir que le faisaient leurs prédécesseurs. Pourrions-nous conclure que les leaders d'aujourd'hui ne désirent pas autant rester au pouvoir que leurs prédécesseurs ou pourrions-nous conclure que les leaders d'aujourd'hui désirent autant rester au pouvoir que leurs prédécesseurs, mais que les sociétés exercent assez de pression sur eux pour qu'ils quittent le pouvoir ? Ce qui fait que rester au pouvoir n'est plus une option valable.

SZ: Oui, oui, c'est tout à fait normal. Parce que les générations ils montent d'une façon rapide. Les générations montent. Bon, ceux qui sont déjà sur place, hein, il faut les remplacer. Or, les jeunes aussi ils sont là, ils sont nombreux. Et eux aussi, ils veulent se faire connaître, ils veulent monter. C'est normal. Ils cherchent, n'est-ce pas, à autre chose, c'est pour cette raison à mon avis, ce qui fait le problème, c'est que les générations augmentent à un rythme accéléré. Voilà. Donc ce n'est pas comme avant. La jeunesse augmente, veut se faire valoir, et elle est pressée aussi de faire connaître ses connaissances. C'est normal, c'est humain. D'où, leur volonté aussi, de pousser les vieux de partir, pour qu'aussi faire connaître, leur connaissance. Donc, c'est dû au mouvement de population. La jeunesse augmente, il faut une porte de sortie. Donc eux aussi, ils sont intéressés à ce que les vieux partent, et transmettent leur pouvoir aux jeunes. C'est normal. C'est l'accélération de la croissance des jeunes qui fait que il y cette situation et c'est logique. Vous formez des gens, c'est pour quelque chose. Si vous les formez, et vous leur dites de rester à la maison, ce n'est pas la peine. Ils sont jeunes, c'est pour faire quelque chose. Donnez-leur la place, retirez-vous. Laissez eux aussi faire leur expérience. Comment ils peuvent avoir eux aussi leur expérience si ils n'ont pas pratiqué. Il faut qu'ils pratiquent. Il faut qu'ils pratiquent. Il faut que ceux qui sont à la place, depuis un certain temps, il faut laisser leur place. Ils ont été formés pour ça. Ingénieur de ça, Ingénieur de ça. Professeur de ça, Professeur de ça. Ils sortent de l'école avec des gros bagages comme ça. Ils n'ont pas la possibilité d'appliquer. À quoi cela sert. Sinon c'est l'argent qui a été gaspillé pour les former. Et ils sont là. Et ils vont pourrir, et ils vont oublier les connaissances parce qu'ils ne mettent pas en pratique. Voilà. Donc, la

jeunesse aussi. Les anciens doivent partir. Donc doivent reconnaître par eux-mêmes, et donner l'exemple, il faut partir. Laissez les jeunes aussi, transmettre aux jeunes votre connaissance et puis vous vous retirez. C'est le temps qui fait ça. C'est l'accélération du développement de la jeunesse. La rapidité à laquelle la jeunesse monte. C'est ça qui fait. C'est logique. On croit que c'est autre chose, non. C'est normal. La jeunesse, elle veut faire son expérience. Ouais. Elle ne veut pas étudier, pour rester à la maison, c'est pour être utile au pays. Ils ont raison. Et le jour où ils sont là, les vieux, il n'est pas question. Ils sont là. Même s'ils ne sont pas capables, ils sont là, quand même. Ce n'est pas normal. Il faut que la jeunesse ait aussi la possibilité d'expérimenter ses connaissances. Autrement, ce n'est pas la peine. C'est de l'argent que le pays a gaspillé pour les former inutilement. Donc la jeunesse a raison aussi de pousser. Donc c'est pour cette situation là que les gens sont pressés. La relève sera rapide. C'est normal. Il faut ça. Oui. Nul n'a le monopôle de la vérité. Donc chacun doit expérimenter sa connaissance. Si vous formez des gens qui ne peuvent pas travailler. Ils sont là, à quoi cela sert, cela fait des aigris. Ce qui amène des trous dans le pays. S'ils sont nombreux, comme ça, sans rien faire alors qu'ils voient ce qu'il faut faire dans le pays. Ils ne peuvent pas appliquer. Ceux qui sont à la tête ne les laissent pas travailler. Ah, qu'est-ce que vous voulez qu'ils fassent. Ils vont manifester. Oui ou non ? C'est logique. Ils ont été formés pour ça. Je vois que celui qui est là, il fait ça. Il n'a pas la compétence. Il est là quand même. Non. Ce n'est pas ça. Le Dieu ne peut pas ouais. C'est pour cela qu'il y a des manifestations. Il y a un temps pour tout. Laissez la jeunesse aussi monter faire son expérience. Si ce n'est pas ça, ce n'est pas la peine. C'est peine perdue. Le pays a dépensé pour les former, bon. Ils sont là. Ils ne font rien. Notre manifestation pour qu'ils rattrapent le pays. Oui. Mais si c'est organisé comme ça. Chaque formation machin, chacun à sa place. Il vient, il sort de l'école pour appliquer. Comme ça petit à petit. Où est le problème. Lui-même, il sait que s'il commence son travail, il faut au moins deux ou trois ans pour qu'il soit vraiment mûr dans son travail, avant de demander une autre place. Ça, ils le savent. Mais si dès le départ, on le néglige, sans leur donner la possibilité d'appliquer quoi que ce soit, ils vont quand même rester. Donc c'est un retard pour le pays. Des heures de grèves pour le pays. Et c'est comme ça, seulement que cette croissance est absorbée comme ça. C'est la croissance qui fait. Et on ne peut pas arrêter ça. Si on vous dit, à vous maintenant, il ne faut plus avoir d'enfant. Alors est-ce que vous allez accepter ? Parce qu'il y en a de trop. Vous ne pouvez plus avoir d'enfant. Qui va accepter ça ? Chacun veut avoir trois représentants après à mort. On ne peut pas, t'es obligé. On ne peut pas arrêter cela. Quel développement humain qu'on ne peut pas arrêter. Donc il faut le processus de remplacement dans le travail là. Il y a, il faut la relève. Il faut organiser la relève. Si c'est organisé, il n'y a pas de problème. Qui va parler. Ca c'est le défaut d'organisation. La jeunesse est obligée d'augmenter. On ne peut pas arrêter. C'est aux anciens de réfléchir sur la manière à les remplacer. C'est ça. Il n'y a que ça. Il faut travailler que les anciens aident les jeunes à la relève. Il faut relever les anciens. Il faut que les anciens, ils soient conscients de ça. S'ils sont conscients de ça, que la relève doit se faire. Il n'y a pas de problème. Les jeunes ils attendent. Je sais qu'un jour on va me mettre à tel endroit, à tel endroit. Il n'y a pas de problèmes. Mais comme ça là, sans rien. Sans programme. Il est là, parfois pendant cinq ans. Un jour il va se fâcher. Il va dire alors ma formation à quoi ça a servi. Ils plusieurs comme ça. Ils vont de réunir. Alors, c'est la grève. C'est la relève. Il faut éviter l'égoïsme. Il y a des anciens trop égoïstes. Ils voient la réalité et ils ne veulent

pas l'appliquer. C'est ça. Ils sont là. Même s'ils ne peuvent rien faire ils sont là quand même. Oui. Il y en a même qui vont, n'est-ce pas, au boulot sur des charrettes. Ils sont là. Alors qu'il y a des jeunes valables pour les remplacer. Voilà. Oui, il y a des situations un peu impossibles, il faut organiser la relève. C'est impératif. Et c'est urgent dans tout les pays africains. Chez les Européens, ça va quoi. Ils ont de quoi caser les enfants. Mais chez nous, très peu. Chez nous, c'est les moyens. Il y très peu de moyen pour faire autre chose. On peut les orienter. Mais il n'y en a pas. Le peu qui il y a, il faut faire la relève. Voilà. Dans tous les domaines. Il faut diversifier la formation. Pour que les jeunes puissent être employés. Par ce que politiquement, c'est pas un problème. Politiquement ça va venir. Mais pour les emplois productifs, pour l'économie nationale. Il faut voir. Il faut diversifier. Comme ça il n'y a pas de problème. C'est ça qui manque aussi.

NC : Maintenant Monsieur le Président, c'est la fin. C'est la dernière question. Il y a quelques années, il y un milliardaire du Soudan, qui s'appelle Mo Ibrahim. Il a commencé la Fondation Mo Ibrahim, et il donne un prestigieux prix semi-annuel à un ancien Chef d'État africain pour des raisons de bonne gouvernance et d'exercices au pouvoir et de mandat productif. Et ce Prix, c'est cinq millions de Dollars américains, ce n'est pas rien, voilà. C'est la plus grand Prix du Monde qu'on donne à un ancien Chef d'État d'Afrique. Au-delà des accolades, pensez-vous que cette initiative et d'autres, mais similaires, peuvent en effet affecter le comportement des leaders sur le continent Africain.

SZ: Ah, oui. En principe, moi c'est la première fois que moi j'entends ça. C'est la première fois. C'est une très bonne idée. C'est une très bonne idée, ça permet, n'est-ce pas aux autres de ce développeur. De faire en sorte qu'ils soient utiles au pays, à leur pays. C'est ça. Ça encourage les gens à se développer mentalement et professionnellement aussi. Pour que le pays puisse avancer. C'est indispensable. Non, c'est un prix, vraiment, qui tombe bien. Surtout en Afrique, il faut ça. Pour stimuler, n'est-ce pas l'avancement des choses. C'est pour ça, c'est très bon. Quand c'est comme ça là. Vous allez voir tous les jours, les Chefs d'État là, ils vont faire du bon travail. Au lieu de s'asseoir et empocher de l'argent et rester, ils vont travailler. Pour ce faire connaître, pour pouvoir avoir le bénéfice de ce milliardaire. C'est ça. Ils vont le faire. C'est très bien. C'est bon. Moi c'est la première fois que j'entends parler de ça. C'est une très bonne chose. C'est une très bonne chose, par ce que cela aide n'est-ce pas, à développer le pays. Les gens, ça encourage beaucoup les gens à travailler. Si ça va être comment ? Ça fait combien de temps que cela existe ?

NC : Ça fait quatre ou cinq ans.

SZ: Seulement ! Ah vous voyez.

NC : Il y en a trois qui ont gagné : Nelson Mandela, Festus Mogae, Joaquim Chissano.

SZ: Vous voyez. Oh j'ai l'impression qu'ils devraient faire cela depuis longtemps. Si c'était comme ça, il y a longtemps, il n'y aurait pas de problème dans le pays. Ah oui. C'est indispensable. Il faut que les gens comprennent ça. Donc son initiative est très bien.

Il faut aider l'Afrique. Il faut le faire pour les jeunes, ceux-là, ils vont travailler. Ah oui. Cela donne la possibilité d'avancer. Voilà. C'est une très bonne chose. Non vraiment, c'est l'idéal. En tout cas que Dieu le garde et le bénisse abondamment. C'est du bon travail. Donc il y a des milliardaires qui ne font pas ça. Ça, c'est très valable. Cela permet aux nations de se développer. Par rapport à ceux qui sont milliardaire, qui ont des dollars là, du pétrole, sans rien faire avec. Ils sont là assis seulement. Là c'est très bien. Voilà, c'est utile. Au moins argent sert à quelque chose, au développement des nations. Voilà. Ca au moins, voilà. C'est dommage que cela vienne de commencer. Ça devait être depuis, cinquante ans d'indépendance. Si c'était venu longtemps avant. C'était mieux. Mais c'est bien de faire n'est-ce pas que cela existe. C'est déjà, quelque chose déjà de très bien. C'est l'espoir. Maintenant on prie en Dieu que cela continue. Que Dieu lui donne la force n'est-ce pas d'aider les jeunes à se développer. Aux Chefs d'État surtout. C'est une très bonne chose. Non c'est la première fois que j'entends parlé de ça. Autrement, j'ai entendu donner des prix à tel endroit, à tel endroit. Mais ce n'est par ici. Pas de particulier quoi. Mais pas lui. Lui, c'est la première fois que j'entends cela. Il aurait du commencer cela il y a très longtemps. Parce que moi, j'étais jeune aussi, et j'étais à ce moment-là. Il a cinquante ans, j'étais jeune. Il a quel âge à peu près ?

NC : Maintenant, il a cinquante-huit, cinquante-neuf.

SZ: Ah oui, il est relativement jeune.

NC : Mais il n'y pas longtemps qu'il gagne de l'argent. Il a gagné avec les portables.

SZ: Lui au moins, il a le mérite. Il a la bénédiction même de Dieu. Il va avancer. Il faut prier pour lui pour que Dieu le garde et la bénisse abondamment. C'est une très bonne chose. Ah oui. J'espère que tous les jeunes là, un jour vous allez recevoir un prix. Il va vous donner un prix.

NC : Remerciements.

SZ: En tout cas je le remercie beaucoup, parce que ça, ça permet quand même que. Parce que je suis en train, n'est-ce pas d'écrire mes mémoires. Or les mémoires, tout le monde ne peuvent pas lire ça. Donc, c'est l'occasion n'est-ce pas pour faire connaître ça partout. Les mémoires là, il y en a qui prennent ça et qui mettent dans les caisses et ils oublient. Beaucoup ne lisent pas les mémoires. Je fais mes mémoires, j'écris. Et on va lire. Mais tandis que là, avec la télévision là, ils vont voir. Ils vont se sensibiliser. Si c'est possible, il faut qu'il me donne une copie aussi.

NC : Remerciements.

SZ: Cela me fait aussi un grand plaisir de le connaître. Celui qui s'intéresse, n'est-ce pas, à un Africain comme ça. C'est une personnalité. Ce n'est pas n'importe qui. Il n'est pas n'importe qui. Il a été choisi par Dieu pour le faire. Ce n'est pas n'importe qui. Ah oui. On voit, n'est-ce pas, que c'est un homme de Dieu. Ah oui, t'es un homme de Dieu.

Parce que n'importe qui ne s'intéresse pas aux gens. Ah Oui, c'est un homme de Dieu. Il veut le bien de tout le monde. C'est ce que Dieu veut.

NC : Remerciements.

SZ: Absolument, cela me fera plaisir.

NC : Remerciements.

SZ: Parce que c'est une très bonne chose que je disais tout à l'heure comme les gens ne lisent pas, on fait le mémoire et tout ça. Tandis que ça, ils sont obligés de le voir.

NC : A-t-il fini ses mémoires ?

SZ: Je suis en train. Mais ça, c'est beaucoup plus intéressant que les mémoires. Quand les gens ont ça. Il y en a qui ne lisent même pas. Ils ne lisent pas, ils prennent livre, mais ils ne lisent pas.

NC : Remerciements.

SZ: Merci Beaucoup !